

## Michaël Löwy

Sociologue, CNRS.

### Négativité et utopie du mouvement altermondialiste

**Le mouvement altermondialiste est sans doute le plus important phénomène de résistance anti-systémique du début du XXI<sup>e</sup> siècle.** Cette vaste nébuleuse, cette sorte de « mouvement des mouvements », qui se manifeste de façon visible lors des Forums Sociaux – régionaux ou mondiaux – et des grandes manifestations de protestation – contre l’OMC, le G8 ou la guerre impériale en Irak – ne correspond pas aux formes habituelles de l’action sociale ou politique. Large réseau décentralisé, il est multiple, divers et hétérogène, associant syndicats ouvriers et mouvements paysans, ONGs et organisations indigènes, mouvements de femmes et associations écologiques, intellectuels et jeunes activistes. Loin d’être une faiblesse, cette pluralité est une des sources de la force, croissante et expansive, du mouvement.

Les solidarités internationales qui naissent à l’intérieur de ce vaste réseau sont d’un type nouveau, quelque peu différent de celles qui ont caractérisé les mobilisations internationalistes des années 1960 et 1970. À cette époque, la solidarité se mobilisait en *soutien* à des mouvements de libération, que ce soit dans les pays du Sud – révolutions algérienne, cubaine, vietnamienne – ou en Europe de l’Est, avec les dissidents polonais ou le Printemps de Prague. Un peu plus tard, dans les années 1980, ce fut la solidarité avec les sandinistes au Nicaragua, ou Solidarnosc en Pologne.

Cette tradition, généreuse et fraternelle, de solidarité *avec* les opprimés, n’est pas disparue, loin de là, dans le nouveau mouvement pour la Justice Globale qui commence au cours des années 1990. Un exemple évident est la sympathie et le soutien au néozapatisme, depuis le soulèvement des indigènes du Chiapas le premier janvier 1994. Mais on voit apparaître ici quelque chose de nouveau, un changement de perspective. En 1996, l’Armée zapatiste de libération nationale a convoqué dans les montagnes du Chiapas, une Rencontre Intercontinentale – désignée ironiquement comme « Intergalactique » par le sous-commandant Marcos – contre le Néolibéralisme et pour l’Humanité. Les milliers de participants, venus de 40 pays, ayant assisté à cette rencontre – qui peut être considérée comme le premier signe avant-coureur de ce qu’on appel-

lera plus tard « l’altermondialisme » – étaient venus, certes, *aussi* par solidarité pour les zapatistes, mais l’objectif de la rencontre, défini par ces derniers, était beaucoup plus large: la recherche de convergences dans la *lutte commune* contre un adversaire commun, le néolibéralisme, et le débat sur les alternatives possibles pour l’humanité.

Voici donc la nouvelle caractéristique des solidarités qui se tissent au sein de, ou autour du mouvement de résistance globale à la globalisation capitaliste: le combat pour des objectifs immédiats communs à tous – par exemple, la mise en échec de l’OMC – et la recherche commune de nouveaux paradigmes de civilisation. En d’autres termes: plutôt qu’une solidarité *avec*, c’est une solidarité *entre* organisations diverses, mouvements sociaux ou forces politiques de différents pays ou continents, qui s’entraident et s’associent dans un *même combat*, face à un même ennemi planétaire.

Pour donner un exemple: le réseau paysan international *Via Campesina* rassemble des mouvements aussi divers que la Confédération Paysanne française, le Mouvement des Sans-Terre du Brésil ou de grands mouvements paysans en Inde. Ces organisations se *soutiennent mutuellement*, échangeant leurs expériences, et *agissent en commun* contre les politiques néolibérales et contre leurs adversaires communs: les multinationales de l’agro-business, les monopoles des semenciers, les fabricants de transgéniques, les grands propriétaires fonciers. *Leur solidarité est réciproque* et ils constituent ensemble une des plus puissantes, actives et remuantes composantes du mouvement mondial contre la globalisation capitaliste. On pourrait donner d’autres exemples, dans le domaine syndical, féministe – la Marche Mondiale des Femmes – écologique ou politique. Certes, ce processus de revitalisation des solidarités anciennes et d’invention de solidarités nouvelles en est encore à ses débuts. Il est fragile, limité, incertain, et bien incapable, pour le moment, de mettre en danger la domination écrasante du capital global et l’hégémonie planétaire du néolibéralisme. Il ne constitue pas moins le lieu stratégique où s’élabore l’internationalisme de l’avenir.

**La dynamique du mouvement altermondialiste comporte trois moments distincts mais complémentaires: la négativité de la résistance, les propositions concrètes et l’utopie d’un autre monde.**

Le premier moment, le point de départ du mouvement, c’est le *refus*, la protestation, la nécessité impérative de *résister* à l’état de choses existant. Il constitue en fait cette *Internationale de la Résistance* que Jacques Derrida appelait de ses vœux dans son livre *Spectres de Marx*<sup>4</sup>. La motivation initiale des foules qui se sont mobilisées à Seattle en 1999 était la volonté de s’opposer, activement, non à la « mondialisation » en soi, mais à sa forme capitaliste et libérale, à la *corpo-*

rate globalization avec son cortège d'injustices et catastrophes: inégalités croissantes entre le Nord et le Sud, chômage, exclusion sociale, destruction de l'environnement, guerres impériales, crimes contre l'humanité. Le mouvement est d'ailleurs né avec un cri, lancé par les zapatistes, en 1994: Ya basta! ça suffit comme ci! La force du mouvement vient tout d'abord de cette *négativité radicale*, inspirée par une profonde et irréductible *indignation*. Célébrant la dignité de l'indignation et de l'inconditionnel refus de l'injustice, Daniel Bensaid écrit: « Le courant brûlant de l'indignation n'est pas soluble dans les eaux tièdes de la résignation consensuelle. (...) L'indignation est un commencement. Une manière de se lever et de se mettre en route. On s'indigne, on s'insurge, et puis on voit »<sup>2</sup>. La radicalité du mouvement résulte, dans une large mesure, de cette capacité de révolte et d'insoumission, de cette disposition intraitable à dire: non! Les critiques du mouvement et les médias conformes insistent lourdement sur le caractère excessivement « négatif » du mouvement, sa nature « purement » protestataire, l'absence de propositions alternatives « réalistes ». Il faut résolument refuser ce chantage: même si le mouvement n'avait pas une seule proposition à faire, sa révolte ne serait pas moins *totale*ment justifiée. Les protestations de rue contre l'OMC, le G8 ou la guerre impérialiste sont l'expression concentrée, visible et incontournable, de cette défiance envers les règles du jeu imposées par les puissants. Le mouvement est fier de sa négativité agissante, de sa fibre protestataire et rebelle. Sans ce sentiment radical de refus, le mouvement altermondialiste n'existerait pas.

Contre quel adversaire se dirige ce refus? S'agit-il des institutions financières internationales (OMC, FMI, Banque Mondiale)? Ou des politiques néolibérales? Ou encore les grands monopoles multinationaux? Toutes ces forces, responsables de la mercantilisation du monde, sont les cibles du mouvement. Mais celui-ci est plus radical. Ce mot signifie, comme l'on sait, aller à la racine des problèmes. Or, quelle est la racine de la domination totalitaire des banques et des monopoles, de la dictature des marchés financiers, des guerres impériales, sinon le système capitaliste lui-même? Certes, toutes les composantes du mouvement altermondialiste ne sont pas prêtes à tirer cette conclusion: certains rêvent encore à un retour au néokeynésianisme, à la croissance des « trente glorieuses » ou à un capitalisme régulé, à visage humain. Ces « modérés » ont toute leur place dans le mouvement, mais il est indéniable qu'une tendance plus radicale tend à prédominer. La plupart des documents issus du mouvement mettent en question non seulement les politiques néolibérales et bellicistes, mais *le pouvoir du capital* lui-même. Prenons comme exemple la « Charte de principes du Forum mondial », rédigée par le Comité d'Organisation brésilien – où siègent non seulement des syndicats ouvriers et des mouvements paysans, mais aussi des ONGs et un représentant de la commission

Justice et Paix de l'Église catholique – et approuvée, moyennant quelques modifications, par le Conseil International du FSM. Or, ce document, un des plus représentatifs et « consensuels » du mouvement altermondialiste, affirme: « Le Forum Social Mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratiques, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain. (...) Les alternatives proposées au FSM s'opposent à un processus de mondialisation capitaliste commandée par les grandes entreprises multinationales (...) »<sup>3</sup>. Le principal mot d'ordre du mouvement, « le monde n'est pas un marchandise », n'est pas tellement éloigné des idées d'un certain Karl Marx, qui écrivait, dans les *Manuscrits de 1844*: dans le système capitaliste « l'ouvrier devient une marchandise d'autant plus vile qu'il crée plus de marchandises. La dépréciation du monde des hommes augmente en raison directe de la mise en valeur du monde des choses »<sup>4</sup>. La radicalité du refus altermondialiste concerne la nature capitaliste de la domination.

Cependant, contrairement à ce que prétendent les plunitifs du consensus officiel, le mouvement ne manque pas de *propositions alternatives*, concrètes, urgentes, pratiques et immédiatement réalisables. Certes, aucune instance n'a approuvé un « programme commun », et aucune force politique n'a imposé « son » projet. Mais on voit s'esquisser, au cours des Forums et des débats, un ensemble de revendications qui sont, sinon unanimes, du moins largement acceptées et portées par le mouvement: par exemple, abolition de la dette du Tiers Monde, taxation des transactions financières, suppression des paradis fiscaux, moratoire sur les OGM, droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, égalité effective entre hommes et femmes, défense et extension des services publics, priorité à la santé, à l'éducation et à la culture, sauvegarde de l'environnement. Ces revendications ont été élaborées par des réseaux internationaux altermondialistes – Marche mondiale des femmes, ATTAC, *Focus on Global South*, *Via Campesina*, Comité pour l'Abolition de la Dette du Tiers Monde, etc. – et par différents mouvements sociaux, et débattues dans les Forums. Une des grandes qualités de ces derniers, c'est de permettre la rencontre l'écoute réciproque entre féministes et syndicalistes, croyants et non-croyants, militants du Nord et du Sud. Dans ce processus de confrontation et d'enrichissement mutuel, les désaccords n'ont pas disparu, mais peu à peu on a vu se dessiner les contours d'un ensemble de propositions communes.

Ces propositions sont-elles « réalistes »? La question est mal posée. Dans le rapport de forces existant, les élites et classes dominantes refusent en bloc de

les considère r; elles sont inimaginables pour « la pensée unique » néolibérale, elles sont intolérables pour les représentants du capital – ou, dans la version hypocrite des sociaux-libéraux, elles sont « malheureusement infaisables ». Mais il suffit que le rapport de forces change et que les opinions publiques se mobilisent, pour que les « responsables » soient obligés de reculer, de faire des concessions, tout en essayant de les vider de leur substance. Mais l'important de ces propositions, c'est qu'elles sont extensibles: toute victoire partielle, toute conquête, toute avancée, permet de passer à l'étape suivante, à l'étape supérieure, à une revendication plus radicale. C'est, sous une forme différente de celle du mouvement ouvrier traditionnel, une dynamique « transitoire » qui conduit, à terme, à mettre en question le système lui-même.

Nous touchons ici au troisième moment, aussi important que les précédents: la *dimension utopique* du mouvement. Elle aussi est radicale: « un autre monde est possible ». Il ne s'agit pas simplement de corriger les excès du monde capitaliste/industriel et de ses monstrueuses politiques néolibérales, mais de rêver, et de lutter pour *une autre civilisation*, un autre paradigme économique et social, une autre forme du vivre ensemble sur la planète. Au-delà des multiples propositions concrètes et spécifiques, le mouvement contient une perspective formatrice plus ambitieuse, plus « globale », plus universelle. Certes, là aussi, on chercherait en vain un projet commun, un programme réformateur ou révolutionnaire consensuel. L'utopie altermondialiste ne se manifeste que dans le partage de certaines *valeurs communes*. Ce sont elles qui esquissent les contours de cet autre « monde possible ».

La première de ces valeurs est *l'être humain lui-même*. L'utopie du mouvement est résolument humaniste, elle exige que les besoins, les aspirations des êtres humains deviennent le centre vital d'une réorganisation de l'économie et de la société. Sa révolte contre la mercantilisation des humains et de leurs rapports, contre la transformation de l'amour, de la culture, de la vie, de la santé, en marchandise, suppose une autre forme de vie sociale, au-delà de la réification et du fétichisme. Ce n'est pas un hasard si le mouvement s'adresse à tous les humains, même s'il privilégie les opprimés et les exploités comme acteurs du changement social. La défense de l'environnement est elle aussi d'inspiration humaniste: sauver les équilibres écologiques, protéger la nature contre les prédateurs du productivisme capitaliste est la condition pour assurer la continuité de la vie humaine sur la planète.

Une autre valeur essentielle de l'utopie altermondialiste est *la démocratie*. L'idée de démocratie participative, comme forme supérieure d'exercice de la citoyenneté, au-delà des limites des systèmes représentatifs traditionnels – parce que permettant à la population d'exercer directement son pouvoir de décision et de contrôle – est un des thèmes centraux du mouvement. Il s'agit

d'une valeur « utopique », dans la mesure où elle met en question les formes existantes de pouvoir, mais en même temps elle est déjà mise en pratique, sous forme expérimentale, dans différentes villes, à commencer, bien entendu, par Porto Alegre. Le grand défi, du point de vue d'un projet de société alternative, est d'étendre la démocratie au terrain économique et social. Pourquoi permettre, dans ce domaine, le pouvoir exclusif d'une élite qu'on refuse dans la sphère politique?

Le capital a remplacé les trois grandes valeurs révolutionnaires du passé – *liberté, égalité, fraternité* – par des concepts plus « modernes »: libéralisme, équité, charité. L'utopie altermondialiste reprend à son compte les valeurs de 1789, mais en leur donnant une portée nouvelle: ainsi, la liberté est non seulement liberté d'expression, d'organisation, de pensée, de critique, de manifestation – durement conquise par des siècles de luttes contre l'absolutisme, le fascisme et les dictatures. Mais aussi, et aujourd'hui plus que jamais, la liberté par rapport à une autre forme d'absolutisme: celui de la dictature des marchés financiers et de l'élite des banquiers et chefs d'entreprises multinationales qui imposent les intérêts qui sont les leurs à l'ensemble de la planète. Quant à l'égalité, elle concerne non seulement la « fracture sociale » entre nantis et dépossédés, mais aussi l'inégalité entre nations, entre ethnies et entre l'homme et la femme. Enfin, la fraternité – qui semble se limiter aux frères (*frates*) – gagne à être remplacée par la *solidarité*, c'est à dire par des relations de coopération, de partage, d'aide mutuelle. L'expression *civilisation de la solidarité* est un bon résumé du projet alternatif du mouvement. Cela signifie non seulement une structure économique et politique radicalement différente, mais, surtout, une société alternative qui célèbre les idées de bien commun, d'intérêt général, de droits universels, de gratuité.

Une autre valeur importante de l'altermondialisme est la *diversité*. Le monde nouveau dont rêve le mouvement est tout le contraire d'un univers homogène, où tous se doivent d'imiter un modèle unique. Nous voulons, disaient les zapatistes, « un monde dans lequel différents mondes ont leur place ». La pluralité des langues, des cultures, des musiques, des nourritures, des formes de vie est une richesse immense qu'il faut savoir cultiver.

**Ces valeurs ne définissent pas un paradigme de société pour l'avenir. Ils fournissent des pistes, des ouvertures, des fenêtres vers le possible. Le chemin vers l'utopie n'est pas tout tracé; ce sont les marcheurs eux-mêmes qui le traceront.**

Pour beaucoup de participants des Forums et des manifestations, *le socialisme* est le nom de cette utopie. C'est une espérance partagée par des marxistes et des libertaires, des chrétiens et des écologistes de gauche, ainsi que par un nombre significatif de militants des mouvements ouvriers, paysans, féministes

**Lilian Mathieu**

Sociologue, CNRS.

Notes provisoires sur l'espace  
des mouvements sociaux –  
Des nouvelles mobilisations  
à « Nous sommes la gauche »

ou indigènes. Une démocratie socialiste signifie que les grands choix socio-économiques, les priorités en matière d'investissements, les orientations fondamentales de la production et de la distribution, sont démocratiquement débattues et fixées par la population elle-même, et non pas par une poignée d'exploiteurs ou de soi-disant « lois du marché » (ou encore, variante déjà en faillite, par un Bureau Politique tout-puissant). Il n'est pas question d'imposer le socialisme comme programme du mouvement, mais le débat sur le socialisme est une composante légitime de la confrontation d'idées sur les alternatives. Lors du Forum Social Mondial II de février 2002, un cycle de conférences de trois jours sur le socialisme a été organisé, avec la participation de milliers de délégués, par le réseau international *Via Campesina*.

En tout cas, il ne s'agit pas pour le mouvement d'attendre les lendemains qui chantent, mais d'œuvrer, *ici et maintenant*. Chaque Forum Social, chaque expérience locale de démocratie participative, chaque occupation collective de terres par des paysans, chaque action concertée internationalement contre la guerre est une préfiguration de l'utopie altermondialiste, et inspirée par ses valeurs, qui sont celles d'une civilisation de la solidarité.

1 Paris, Galilée, 1993.

2 Daniel Bensaïd, *Les Irréductibles – Théorèmes de la résistance à l'air du temps*, Paris, Textuel, 2001, p. 106.

3 En annexe de Bernard Cassen, *Tout a commencé à Porto Alegre...*, Paris, Mille et une nuits, 2003, p. 166.

4 Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, trad. franç., Paris, Éd. Sociales, 1962, p. 57.

**La question de leur « débouché politique » constitue un des principaux enjeux** de toute réflexion sur les mouvements sociaux. Depuis la reprise, au début des années 1990, d'une contestation d'ampleur tranchant avec l'atonie militante des années 1980, ceux-ci sont devenus non seulement un moyen dominant d'expression des griefs et des revendications, mais un véritable mode d'action politique, susceptible d'aboutir à des résultats conséquents – le retrait d'une partie du « plan Juppé » en décembre 1995 à l'issue de plusieurs semaines de grèves et de manifestations en est une illustration paradigmatique. Il est dans ces conditions tentant, et nécessaire, de situer cette influence renouvelée des mouvements sociaux en regard des formes institutionnalisées de participation politique, et en premier lieu du vote. Le succès relatif de plusieurs mobilisations a tendu à imposer l'idée, au sein de certains secteurs militants, que le recours à l'action collective constituerait un mode d'expression et d'action plus efficient, voire plus « pur », que la délégation de pouvoir à des professionnels de la politique toujours suspects de « trahir » leurs mandants au profit de leur carrière individuelle. La défaite du mouvement d'opposition à la réforme des retraites du printemps 2003 a, avec brutalité, signalé les limites du registre contestataire, et le « ce n'est pas la rue qui gouverne » de J.-P. Raffarin peut être lu comme un rappel à l'ordre de la réalité des relations entre mouvements sociaux et politique institutionnelle.

Une perspective d'inspiration bourdieusienne peut être à même de proposer une lecture des rapports entre mouvements sociaux et champ politique qui échappe tant à l'enchantement naïf du « mouvementisme » qu'à la résignation (dans l'état de l'offre électorale) au « primat du politique »<sup>1</sup>. La notion d'*espace des mouvements sociaux* peut, dans cette optique, constituer un instrument à même de rendre compte à la fois de la consistance et de la dynamique des relations qui unissent entre elles des mobilisations aux enjeux